



Déclaration liminaire de la FSU

CSAD du 17 novembre 2025

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

Mesdames et Messieurs les membres du CSAD,

Impossible de débiter cette déclaration sans exprimer la colère des personnels face aux discussions actuelles au Parlement sur le budget de l'Éducation nationale. Des discussions où des députés, appuyés par les orientations du gouvernement, refusent en bloc toute amélioration des conditions de travail des personnels et des élèves. Des discussions où toute amélioration catégorielle ou salariale pour les personnels de l'Éducation nationale est systématiquement refusée. Sous couvert de rationalisation budgétaire, le gouvernement et des parlementaires font le choix d'une école à l'économie et d'un affaiblissement durable du service public d'éducation. Alors que 54 % de la population se dit prête à franchir le plafond de verre pour voter RN, que "l'arc Republicain" est plus que fissuré, les organisations syndicales de transformation sociale telles que la FSU portent des propositions et revendications sérieuses et réalisables qu'il est grand temps d'écouter.

les budgets de l'État et de la Sécurité sociale envisagés réaffirment clairement le choix politique de l'austérité et le refus d'augmenter les recettes de l'État par des mesures de justice fiscale : gel du point d'indice, année blanche pour les pensions, remplacement de l'abattement de 10 % pour les retraités par un plafond de 2000 euros, gel des prestations sociales, doublement des franchises médicales, et toujours des suppressions de postes. Ces choix sont dangereux pour la cohésion sociale, pour les services publics et en particulier pour l'École publique et laïque.

Derrière des bilans et des chiffres, parfois habilement présentés, une réalité demeure depuis de trop nombreuses années, quelle que soit la situation budgétaire : celle du toujours moins d'enseignants dans des classes toujours plus chargées. La FSU rappelle une nouvelle fois ce qu'aucune enquête ni bilan ne pourra contredire. C'est en France où les classes sont les plus chargées d'Europe et des pays de l'OCDE. Dans le même temps, la diversité des élèves s'intensifie et nos métiers rencontrent une complexité croissante. Une étude récente de l'OCDE montre que près de 3/4 des enseignants français exercent désormais dans des établissements où plus de 10 % des élèves ont des besoins éducatifs particuliers. Malgré ce constat, nous sommes et restons champions d'Europe dans les collèges avec près de 26 élèves par classe en moyenne quand la moyenne européenne n'est qu'à 22. Le premier degré n'est guère mieux loti puisque seule la Hongrie l'empêche de truster le haut du

classement. Un classement international dans lequel, pourtant, nous aimerions ne pas être en tête.

Cette dégradation continue des conditions d'exercice est amplifiée par la "nouvelle gestion publique" qui se traduit, sur le terrain, par le développement d'un management prescriptif, niant l'expertise des personnels et organisant la perte de sens du métier. La commande académique de "plans d'action" au nom de l'accompagnement pédagogique génère ainsi pressions et conflits dans les collèges où l'on enjoint les équipes à rendre des comptes sur l'évaluation des élèves : est-ce à dire que l'évaluation, si elle n'est pas encadrée et uniformisée, est réalisée n'importe comment par nos collègues ? De même dans le premier degré, il est mis en place des comparaisons entre écoles à l'issue des évaluations nationales, imposant des accompagnements spécifiques et injonctifs aux équipes qui n'atteindraient pas un niveau comparable aux autres écoles. Quel manque de confiance !

Organiser les services publics à moindre coût, tout en laissant croire aux usagers qu'ils fonctionneront mieux, c'est tout le sens de la mise en place des PAS, pour "optimiser" et "rationaliser" l'école inclusive ... Dès lors dans la réalité du terrain, ce sont nos collègues qui devront apporter des réponses, et nos collègues AESH, bien « choyés », seront maintenus dans la précarité. Comment fera-t-on, dans ces conditions, pour mettre en œuvre le programme EVARS, et donner là aussi, à l'École publique, les moyens de transformer la société, de faire évoluer les mentalités et d'éviter que l'intolérance et le manque de soutien institutionnel conduisent au harcèlement et au suicide, tel celui de notre collègue Caroline Grandjean.

Pourtant, alors que la démographie scolaire baisse et que l'on pourrait logiquement espérer une amélioration taux d'encadrement et des conditions d'apprentissage dans les écoles et les collèges, le gouvernement, lui, choisit encore de supprimer des postes. L'argument démographique a bon dos, il est surtout un prétexte à vouloir légitimer les suppressions d'emplois. La FSU rappelle d'ailleurs qu'en 8 ans de rentrées préparées sous les gouvernements d'Emmanuel Macron, le nombre d'élèves a augmenté dans les collèges et les lycées. Ce qui n'a pas empêché, dans le même temps, les ministres successifs de supprimer plus de 8000 emplois de professeurs dans le 2d degré. Rappelons aussi qu'entre 2006 et 2012, les gouvernements ont supprimé plus de 28 000 emplois alors que le second degré a accueilli 56 500 élèves supplémentaires. La tendance démographique n'est donc utilisée que lorsque cela arrange ceux qui veulent continuer d'affaiblir l'école publique en y maintenant l'austérité.

Concernant le premier degré: alors que, pour éviter la censure, le gouvernement Bayrou était revenu sur les 4000 suppressions de postes l'an dernier, il y en a eu malgré cela 470 au niveau national pour le 1er degré. Cela s'est soldé par plus 100 classes disparues du paysage du Pas-de-Calais et plus de 2000 au niveau national. Doit-on s'attendre à 500, à 1000 fermetures de classe dans uniquement pour notre département ?

Nous ne doutons pas que les diapositives, que vous allez nous présenter aujourd'hui, montreront qu'il est normal d'avoir un bilan RH si catastrophique, car nous serions touchés par une baisse de la natalité, nos classes seraient déjà moins chargées qu'ailleurs en France, que nous serions les champions de France du remplacement... Veuillez nous croire, nous

n'avons pas du tout les mêmes remontées des collègues du terrain, qui font un état des lieux bien moins enjôleur.

Est-il normal de multiplier la création de poste "hors la classe" au détriment des postes "en classe" alors que le bilan catastrophique de la politique éducative menée depuis 2017 est confirmé par l'enquête TALIS ?

-96% des PE estiment que leur opinion n'est pas valorisée par les décideurs politiques et considèrent que leur métier est dévalorisé dans la société.

-Le pourcentage de PE d'élémentaire qui se disent satisfaits de leurs conditions de travail passe de 71% en 2018 à 49% en 2024 : nous sommes ainsi tout en bas du tableau, avec le Japon et le Portugal).

-Enfin, près d'un PE sur 2 (46%) déclare éprouver du stress dans son travail. C'est l'un des taux les plus forts. Oui, résister pour conserver sa professionnalité sans moyens et sans soutien épuise et stresse.

La FSU réaffirme ici ses mandats et pour la future carte scolaire du 1er degré, nous revendiquons :

- qu'aucune classe -on ne parle pas de la moyenne dans l'école- ne dépasse 22 élèves hors éducation prioritaire (18 en Education prioritaire) et que soit pris en compte la constitution de classes à plusieurs niveaux,
- la création de postes de RASED permettant ainsi un traitement de la difficulté scolaire pendant le temps de classe,
- que les élèves ayant une notification AESH puissent en avoir une,
- qu'aucune classe ne reste sans remplaçant.e et le rétablissement officiel de la BDFC,
- la fin de la loi Rihlac et la création de poste d'aide administrative pour l'école.

La FSU demande instamment l'abandon des programmes de français et mathématiques, de la maternelle et de l'élémentaire, tout comme nous exigeons l'abandon des évaluations nationales standardisées, imposées à tous les niveaux dès le CP, qui abîment l'école et le métier enseignant, qui font entrer les élèves dans une politique délétère de la course aux chiffres. Pour ces mêmes raisons, nous exigeons aussi l'abandon de l'expérimentation des CAP, dispositif signant, en plus, la fin de la liberté pédagogique, et exigeons le retour à une véritable offre de formation choisie pour l'ensemble des enseignant.es.

Concernant les collèges du Pas-de-Calais :

Évoquons en premier lieu les suppressions de postes ces dernières années, y compris les années où les effectifs étaient en hausse. Aujourd'hui, si le H/E se maintient entre 1,32 et 1,33 depuis plusieurs années, il a fallu pour cela dégrader les conditions d'apprentissages dans les collèges en REP et REP+. Ces établissements ont donc vu leur nombre d'élèves par classe augmenter. Une dégradation injustifiable qui, de plus, n'a même pas permis d'améliorer la situation dans les autres collèges, qui continuent de travailler avec des classes surchargées, jusqu'à 29 élèves, sans compter les élèves en inclusion qui viennent s'y ajouter.

À propos des groupes de niveaux : ils sont clairement rejetés par la profession ! Depuis l'année scolaire 2023-2024, la profession s'est mobilisée, par la grève et dans des actions locales, avec le SNES-FSU, autour d'un mot d'ordre clair « nous ne trierons pas nos élèves ! » afin de mettre en échec ces groupes de niveaux. Le rapport de l'Inspection générale du ministère de l'Éducation nationale publié le 17 juin dernier est édifiant : les groupes de niveaux tels que les voulait Gabriel Attal ne sont

bénéfiques, ni pour les élèves, ni pour les personnels, ni pour notre système éducatif. Ils n'ont pas permis aux élèves en difficulté de rattraper leurs camarades. Ce rapport souligne aussi la désorganisation des établissements que le « Choc des savoirs » a entraîné : problème d'emplois du temps, difficultés à trouver des professeur-es principales et principaux etc. Enfin, les groupes de niveaux sont non seulement un dispositif inefficace mais il affaiblit aussi d'autres dispositifs qui ont fait leurs preuves : ainsi des collèges ont dû supprimer des dédoublements existants quand d'autres ont supprimé des options pour mettre en place des groupes. Pour le Snes-FSU, la conclusion est claire : il faut en finir avec le Choc des savoirs, les groupes de niveaux ne doivent plus être en vigueur à la rentrée 2026.

Nous ne savons pas encore, aujourd'hui, si cela sera 3000, 5000 ou 8000 suppressions de postes que vont subir les personnels et les élèves à la prochaine rentrée, combien de suppressions va encore devoir subir l'académie de Lille, championne de France des suppressions de poste chaque année – encore un record dont on aimerait se passer –, mais les discussions ou postures des uns et des autres pour justifier toujours plus de suppressions sont insupportables pour des personnels sur le terrain qui n'en peuvent plus de tenir le système à bout de bras sans, de plus, avoir la reconnaissance salariale et sociale qui devrait aller avec leur engagement de tous les jours.

Si la santé mentale des élèves est un enjeu institutionnel aujourd'hui, celle des enseignant.es l'est tout autant. Leur santé physique aussi. Les dépôts RSST se multiplient témoignant d'une réelle souffrance au travail. Souffrance engendrée par des élèves violent-es, des familles virulentes, des locaux inadaptés aux changements climatiques, des injonctions et des évaluations à tout va, une expertise professionnelle bafouée. Et ce n'est pas seulement la FSU qui le dit. Voici un extrait d'une tribune parue dans le Monde récemment : *"La France maltraite ses enseignants et, dans le même temps et sans y voir de contradiction, les ministres qui se succèdent proclament leur volonté de bâtir une école plus efficace. Les résultats de l'enquête internationale sur l'enseignement et l'apprentissage Talis 2024, publiée mardi 7 octobre, sont désolants pour notre pays. Alors qu'on sait qu'il y a une concordance entre le degré de satisfaction et de reconnaissance des enseignants dans leur métier et les résultats de leurs élèves, la France figure parmi les pays où le sentiment de reconnaissance est le plus bas. Les enseignants français aiment leur métier mais leur métier est abîmé."* Cette tribune est signée par Jean-Paul Delahaye, ex-inspecteur général de l'Éducation Nationale, et ancien Inspecteur académique de Côte d'Or."

Être professeur aujourd'hui, c'est travailler dans des classes sans plus aucune place disponible, sans possibilité d'accompagner chaque élève, c'est une forme de travail empêché et cela pèse lourdement dans la crise de sens et d'attractivité que traversent nos métiers. Les suppressions d'emplois de professeurs sont un non-sens éducatif et pédagogique, mais elles sont aussi, à terme, défavorables d'un point de vue économique. Plusieurs économistes, mais aussi l'Institut des politiques publiques, ont montré que les économies à court terme, liées à la suppression d'emplois d'enseignants, entraînent en réalité un coût économique et des pertes fiscales conséquentes à long terme. La baisse démographique ne devrait donc pas être une aubaine économique, mais être, au contraire, *le levier d'une ambition* pour faire face aux inégalités scolaires et sociales qui minent notre système

éducatif. Plus qu'un problème de budget, c'est bien un choix politique pour l'avenir de l'École publique qui se joue aujourd'hui.

Parce que l'avenir s'inscrit dans l'école. Parce que investir dans l'école, c'est construire demain. Parce que l'école publique participe, dès le plus jeune âge, à la formation des futurs citoyens et citoyennes. Essentielle pour une société plus égalitaire, elle doit combattre les déterminismes sociaux pour contribuer chaque jour à l'émancipation individuelle et collective. C'est pourquoi, dès septembre, les personnels se sont mobilisés, et le seront également le 02 décembre, pour un autre budget, juste et redistributif, qui investit dans l'Éducation et les services publics.